

«IL FAUT RAMENER LES GRANDES PUISSANCES CRIMINELLES AU DESSOUS DE LA MENACE STRATÉGIQUE»

Xavier Raufer, chargé de cours à l'Institut de Criminologie, auteur d'un ouvrage décrivant les réseaux d'influence et le poids économique des « super puissances du crime », lance un cri d'alarme.

Entretien.

MTF – Les cartels de la drogue disposent aujourd'hui selon vous d'une force de frappe financière sans précédent. A-t-on idée de leur puissance réelle ?

Xavier Raufer – Elle est colossale. Un grand cartel latino-américain dégage chaque année un profit minimum de l'ordre de cinq milliards de dollars. Et l'on a évalué en 1990 l'ensemble de ces capitaux « invisibles », fruit notamment du trafic de drogue et de ventes d'armes clandestines, entre 700 et 1000 milliards de dollars. A la tête d'un tel pactole, tout semble possible. Acheter des armes, corrompre à grande échelle, organiser des réseaux, infiltrer les rouages de l'économie mondiale : se doter, en définitive, de moyens d'influence et de protection bien supérieurs à ceux dont disposent la majorité des Etats recensés par l'ONU. Cela signifie qu'il semble malheureusement établi que les plus grands des cartels du crime ont atteint le seuil de la menace stratégique. Déterritorialisés, transnationaux, ils peuvent agir où bon leur semble, et leur influence, bien que souterraine, est aujourd'hui bien réelle.

MTF – Comment expliquez-vous que depuis quelques années leur influence se soit encore accrue ?

Xavier Raufer – L'ordre mondial dans lequel nous vivions depuis le début de la guerre froide s'est effondré entre

1989 et 1990. Les pays qui vivaient sous la protection ou la domination de l'un ou l'autre des deux blocs se sont retrouvés libérés d'un carcan qui, dans leur grande majorité, les maintenait artificiellement dans un schéma étatique. Ils en subissent d'ailleurs les conséquences. Il est évident que si nous étions encore sous le régime bipolaire d'antan, nous n'aurions pas assisté dernièrement à la dévaluation du franc CFA! Cette disparition désormais patente des règles du jeu mondial ne peut que favoriser les cartels organisés, qui se jouent encore plus aisément de la faiblesse des pays au travers desquels ils opèrent.

En dehors des capitales et de certaines plages réservées aux touristes, ce sont des zones entières de l'Amérique Latine ou de l'Afrique qui échappent totalement au contrôle des régimes centraux. Le bassin amazonien, un territoire grand comme huit ou dix fois la France, est ainsi pratiquement hors-contrôle du gouvernement brésilien. Celui-ci n'a le plus souvent aucun moyen de savoir quels avions y atterrissent, où des usines y produisent de la cocaïne, ni si des bandes criminelles en ont fait leur quartier général. D'ailleurs, si jamais de telles informations arrivaient aux oreilles d'un responsable brésilien, il y a tout lieu de penser, comme cela se pratique ailleurs, en Colombie, au Mexique, au Pérou, que ce responsable se verrait



P. Hamon

offrir le choix entre une valise de dollars pour son silence, ou la mort pour lui-même et son entourage !

MTF— La corruption est-elle le principal levier d'action des cartels ?

Xavier Raufer – Si un cartel veut pouvoir agir tranquillement sur un territoire donné, il est prêt à payer des sommes colossales. En novembre 1992, on a découvert une pièce entière remplie de billets de 100 dollars. Vingt mètres cube, simplement pour acheter la protection d'un général de l'armée mexicaine. Mais l'argent est aussi le moyen de se procurer les armes – y compris les plus sophistiquées – qui permettront d'obtenir cette tranquillité recherchée. Pablo Escobar, qui faisait venir des bateaux entiers d'armes en provenance d'Europe de l'Est, était également sur le point d'acheter des missiles sol-air aux Afghans. A la tête d'une véritable armée, il a longtemps fait chanter l'état colombien en le menaçant, s'il s'opposait à son trafic, d'abattre des avions de lignes. De peur de perdre ses touristes et de décourager les hommes d'affaires, la Colombie fermait les yeux. Quant à l'argent lui-même, il faut bien comprendre que les cartels en regorgent, et qu'ils ne sont pas à un million de dollars près. A la limite, il préfère le dépenser plutôt que de le laisser pourrir au fonds d'un trou. Dans le cartel colombien, l'une des fonctions stratégiques exercée par des hommes de confiance, consiste à sillonner le pays à bord d'un grand camion pourvu d'une dynamo, à laquelle sont reliés des dizaines de sèche-cheveux. Pourquoi ? Tout simplement pour déterrer et sécher – afin d'éviter qu'il ne pourrissent – les centaines de milliers de billets de cinq et de dix dollars enfouis un peu partout dans la jungle colombienne ! On raconte même qu'un jour, Pablo Escobar survolant en hélicoptère une rivière en crue constatait avec fureur qu'il venait ainsi de perdre un milliard de dollars à cause de l'incompétence de l'un de ses subordonnés qui n'avait pas songé à une éventuelle inondation !

MTF— Ne risque-t-on pas de voir se propager cette corruption dans les pays développés ?

Xavier Raufer – C'est précisément ce point qui inquiète les pays occidentaux, au premier rang desquels les Etats-Unis qui sont aujourd'hui en train de

conclure un traité de libre-échange avec le Mexique. Si les négociations sont beaucoup plus longues que prévu, c'est en grande partie – pour ne pas dire exclusivement – en raison des risques d'atteinte au système démocratique américain que pourrait impliquer la signature de cet accord. On parle souvent des organisations criminelles colombiennes, que l'on dit en lutte contre l'état colombien. Mais on précise rarement que leurs consoeurs mexicaines sont puissantes, puisque l'on prétend même qu'elles auraient corrompu la plus grande part de l'appareil policier du pays ! Il est vrai que ce n'est que très récemment que l'on a découvert le degré alarmant de la corruption mexicaine. A cause d'une « bavure » des cartels. En juin 1993, alors qu'il attendait un autre prélat devant l'aéroport de Guadalajara à bord de sa superbe limousine, Monseigneur

Posadas Ocampo – le président de la conférence épiscopale latino-américaine – fut sauvagement assassiné. Ces quelques dizaines de balles de kalachnikov, tuant le prélat mais aussi son chauffeur et cinq passants malchanceux, ont pourtant manqué leur objectif, lequel s'avéra être le chef d'un cartel ennemi de celui qui avait organisé l'attentat. Funes-te erreur. Car si l'annonce de la mort de l'archevêque a fait bien sûr grand bruit au Mexique, où l'on peut se permettre beaucoup de choses, mais pas encore d'abattre froidement le chef de l'Église catholique sud-américaine, ce sont surtout les résultats de l'enquête qui auront provoqué un scandale sans précédent. Menées conjointement par les services américains et la police mexicaine – contrainte et forcée –, les investigations ont mis en lumière l'incroyable degré de corruption du système mexi-

Pour ou Contre la Dépénalisation ?

Dépénaliser la vente ou l'usage des stupéfiants est une option souvent évoquée pour lutter contre les cartels de la drogue. Cette proposition, qui recoupe en fait trois systèmes légaux différents, n'est pourtant pas, selon Xavier Raufer, une solution efficace. Sauf exception. La toxicomanie médicalement assistée, c'est-à-dire l'action visant à fournir gratuitement aux toxicomanes les substances de substitution comme la méthadone, ce qui leur éviterait de se procurer leur drogue favorite par des voies criminelles, semble en effet une innovation utile, qui participerait également à la lutte contre le sida.

En revanche, la dépénalisation de l'usage privé, qui consisterait à autoriser la consommation personnelle, pose un certain nombre de problèmes. Il s'agit déjà de savoir quel type de drogue serait légalisé – car la frontière entre drogues dures et drogues douces, depuis l'utilisation du génie génétique, est devenue assez floue –, ou si cette dépénalisation serait exclusivement limitée aux adultes – auquel cas se poserait évidemment un problème de relation avec les mineurs. En outre, et l'exemple espagnol est là pour en témoigner, cette dépénalisation permettrait en pratique aux revendeurs – qui s'arrangent pour ne plus transporter que l'équivalent d'une consommation quotidienne – d'échapper encore plus aisément à la justice.

Enfin, la légalisation des substances, le stade le plus poussé de la dépénalisation, n'aurait sans doute pas les effets économiques escomptés. La création d'une sorte de régie nationale des substances a en effet peu de chances de compromettre la rentabilité des cartels de la drogue. Ceux-ci produisent à des prix défiant toute concurrence : le coût de fabrication ne représente à l'heure actuelle qu'environ 1% du prix de vente. En outre, compte tenu des réserves qu'ils ont pu accumuler au cours de la période passée, ils auraient largement de quoi tenir durant de nombreuses années. Le temps que les états se lassent de l'expérience, et offrent *in fine* aux cartels un marché trois ou quatre fois plus large qu'auparavant. Enfin, parallèlement à ce problème économique, subsiste de toute manière un obstacle juridico-médical – lié au régime des substances narcotiques en France – qui semble insurmontable. Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut espérer trouver un moyen efficace de lutte contre les narco-trafiquants.

F.T.



Moyennant 400 millions de dollars, le correspondant mexicain de la police américaine travaillait pour les cartels

cain. Elles ont établi que, moyennant 400 millions de dollars, le policier chargé de la surveillance électronique du territoire, par ailleurs correspondant de la police américaine anti-drogue, tenait régulièrement informés les membres d'un cartel des informations en sa possession. Cette enquête a mis en évidence le fonctionnement et les méthodes du système bancaire mexicain, nationalisé et inféodé à l'état, et son rôle dans l'intimidation électorale. C'est en effet *via* ces institutions en apparence fiables et respectables que sont la plupart des établissements bancaires, que les hommes politiques mexicains – désignés et soutenus par les cartels – s'assurent de leur élection ou réélection !

D'où la crainte des autorités nord-américaines de voir, une fois l'accord de l'Alena définitivement signé et les banques mexicaines autorisées à s'implanter aux Etats-Unis, une partie de l'électorat d'origine mexicaine ainsi mis sous l'influence des banques « politisées », elles-mêmes infiltrées par les puissances de la drogue. Et il est vrai que, connaissant la forte minorité mexicaine résidant en Californie, et le poids déterminant de cet état dans l'élection présidentielle, les Américains ont légitimement de quoi s'inquiéter !

MTF – Dernièrement, une grande entreprise française s'est retrouvée impliquée – à son corps défendant – dans une affaire de blanchiment d'argent. Pouvez-vous en rappeler les grandes lignes ?

Xavier Raufer – Tout commence en 1992, lors de l'arrestation de l'un des financiers d'une grande famille mafieuse de New York. Ce personnage révèle un certain nombre de choses sur les techniques de blanchiment triangulaire utilisées par le cartel de Medellin, la famille de la Cosa Nostra new-yorkaise et la mafia sicilienne. Point intéressant, le financier incarcéré prétend que l'un des personnages clefs du mécanisme réside à Milan. Il l'a seulement entr'aperçu, sait simplement que son bureau est tapissé de photos de chevaux de course.

A partir de ces quelques éléments, le FBI et la brigade anti-mafia italienne vont toutefois réussir à identifier le mystérieux contact milanais de la Mafia. Il s'agit en fait d'un certain monsieur Lotusi, bien connu des milieux d'affaires italiens. Le personnage en question n'est rien moins que l'un des plus grands

financiers milanais, habite un palais dans le quartier le plus huppé, possède des bureaux somptueux et ... sa propre écurie. La suite de l'enquête prouvera pourtant sans conteste son implication dans le trafic de drogue. Après plusieurs mois d'écoutes, de filatures, le FBI comprend que la cocaïne – pure, et par quantité de 500 kgs en moyenne – arrive de Colombie par cargo, cachée dans des containers de fruits et légumes. Elle est ensuite vendue aux trafiquants italiens, et l'argent remonte vers Milan, dissimulé une fois encore dans des corbeilles de fruits. L'argent entre alors dans les circuits financiers, grâce à cet homme d'affaires, et est déposé *in fine* dans des comptes en Suisse.

MTF – Comment a-t-on découvert les liens qui existaient entre ce financier milanais et le groupe Schneider ?

Xavier Raufer – C'est le second chapitre de l'histoire. Examinant plus attentivement les comptes suisses, la justice helvétique découvre l'origine des fonds qui servent à payer les importations de cocaïne. Ils sont prélevés sur les comptes ouverts par une fiduciaire, dans une banque de Chiasso au Tessin, Albis, laquelle d'ailleurs, lui appartient. Grâce à ces éléments, il sera ainsi possible d'inculper les divers acteurs de la chaîne de transfert d'argent illicite et de blanchiment d'argent criminel. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Remontant plus encore la filière, les enquêteurs constatent que la fiduciaire helvétique intervient comme partenaire financier d'une société belge, PB Finance.

Le problème, c'est que cette société appartient en fait, via un pôle industriel et financier qu'il avait racheté quelques années plus tôt, au groupe Schneider. Ce qui aura permis à la presse belge d'en conclure, fort hâtivement, que Schneider avait l'une de ses filiales pénétrée par de l'argent mafieux ! Or, le groupe n'avait pourtant aucune raison de connaître l'existence d'un tel trafic, et ce d'autant plus que le représentant de la fiduciaire

helvétique avec lequel il était en contact était membre du parlement suisse, et mieux encore, membre d'une commission chargée de lutter contre le blanchiment de la drogue ! Cela dit, il n'en reste pas moins que, techniquement, l'une des sociétés du groupe Schneider a bien vu transiter une partie des six millions de dollars ayant servi à acheter 596 kilos de cocaïne.

MTF – Les chefs d'entreprises sont-ils conscients que ce genre de mésaventure risque de leur arriver un jour ?

Xavier Raufer – Il est évident que ce scandale les a un peu alertés. Les entreprises commencent à regarder plus attentivement l'origine des fonds qui transitent par leurs comptes, à examiner plus précisément les investissements qu'elles réalisent. Dernièrement, deux grandes sociétés d'assurances européennes ont été amenées à se séparer très rapidement de certaines affaires qui avaient manifestement des liens étroits avec des organisations criminelles.

La prise de conscience est cependant encore très ténue. Il est pourtant évident que ce sont les personnes aujourd'hui à des postes stratégiques dans les circuits financiers, qui seront pour les années à venir en première ligne. Au même titre que, dans les années 1970, les aéroports et les avions victimes de détournements ont été mis sous surveillance, les années 1990 verront un contrôle accru des activités financières, qui deviennent un terrain d'influence privilégié pour les organisations criminelles. Le concept central de défense est désormais la défense économique. Les gens qui travaillent dans cet environnement doivent être conscients qu'ils peuvent soudainement se retrouver impliqués dans une affaire de blanchiment, sans autre forme de procès. Et cela n'arrive pas qu'aux autres...

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC TIXIER ET SOPHIE REMEUR
*« Les super-puissances du crime » Plon 1993

